

# 3 000 personnes à Donzère

Ils étaient entre 2500 et 3000 samedi à Donzère pour dire une nouvelle non au gaz de schiste. Beaucoup moins de monde qu'à Villeneuve-de-Berg en février dernier, mais une foule toujours aussi déterminée à obtenir le retrait des permis de prospection accordés sur la région.

Après un pique-nique convivial qui a rassemblé plus d'un millier de personnes entre 12h et 14h sur l'air de repos de Donzère, de nombreux élus et acteurs de la mobilisation contre le gaz de schiste ont pris la parole devant les manifestants dont les rangs ont presque triplé avant le départ de la manifestation.

À l'unanimité, les élus ont appelé les manifestants à rester mobilisés sur ce dossier malgré l'annonce par le gouvernement du vote d'une loi permettant le

retrait des permis accordés. Pascal Terrasse, député et président du conseil général, indiquait ainsi : "Je ne sais pas, moi, si ce texte sera voté. Il y a des députés qui sont favorables au gaz de schiste. Le texte doit ensuite être adopté par le Sénat. Là non plus ça ne sera pas facile."

L' élu ardéchois a ensuite réclamé une commission d'enquête parlementaire sur l'accord des permis en s'en prenant violemment à Jean-Louis Borloo, ministre qui avait signé les fameux permis : "Cette espèce de Tartuffe qui a signé les permis en 2010 et qui aujourd'hui vient déposer une loi pour les interdire !"

Corinne Morel-Darleux, conseillère régionale Front de gauche a elle aussi mis en doute l'efficacité de la loi : "Rien ne dit

qu'une loi, même votée soit appliquée ! Il faut rester mobilisé."

Michèle Rivasi, la députée européenne Europe Ecologie-Les Verts, a appelé à rester mobilisé jusqu'à ce que la loi soit votée et appliquée car aujourd'hui : "Nous avons gagné une bataille, mais pas encore la guerre". Elle a ensuite rappelé que la bataille contre le gaz de schiste devait également se gagner au niveau européen. Un combat qui sera difficile à gagner comme elle l'a rappelé puisque la Pologne, qui fonde beaucoup d'espoir sur ce gaz, va prendre la présidence de l'Europe en juillet. Elle a appelé les manifestants et les élus à effectuer "un harcèlement juridique et citoyen pour gagner cette campagne. Et quand nous l'aurons gagné il faudra gagner la campagne pour sortir du nucléaire".

Claude Pradal, le maire de Villeneuve-de-Berg, a lui aussi appelé à la poursuite de la mobilisation en lançant : "Si le gaz de schiste et son extraction ne représentent aucun risque, pourquoi une telle opacité autour des permis ? Comment peut-on accorder un permis sur un territoire sans que les élus ne soient au courant ?"

## Un cadeau à Éric Besson !

Guillaume Vermorel, l'un des leaders de la contestation, a ensuite fait dans l'humour en annonçant avoir "un petit cadeau pour Éric Besson. Il a dit qu'il souhaitait aller aux États-Unis



Les Ardéchois étaient très présents à Donzère samedi.

pour voir sur le terrain comment se passe l'exploitation du gaz de schiste. Nous, en Ardèche, on s'est cotisé pour lui payer un billet... Ter pour qu'il vienne voir en Ardèche comment se passe la mobilisation !"

Un billet Ter "Donzère-Villeneuve-de-Berg", que le maire de Donzère, et ministre de l'Énergie et de l'Industrie, n'aura pas pu recevoir en main propre

puisque'il était en déplacement à l'étranger ce week-end.

Après ces différentes prises de parole, le cortège, largement garni par les Ardéchois dont de nombreux collectifs étaient présents, a pris la direction de l'hôtel de ville. Une manifestation qui s'est déroulée en chanson et dans le calme.

F. O.



Le message est clair.

## Des permis pas si secrets que ça...

Les diverses personnes qui ont pris la parole samedi ont été nombreuses à revenir sur le fait que les permis de recherches de Montélimar et Villeneuve-de-Berg avaient été pris en "catimini", que leur existence n'avait été révélée au grand public qu'en octobre 2010, soit plus de 6 mois après leur délivrance officielle (1er mars 2010). Ces permis ont pourtant été publiés au journal officiel le mercredi 31 mars 2010. Une information qui avait ensuite été largement reprise par la presse locale, notamment La Tribune qui y a consacré une pleine page le jeudi 8 avril 2010. Une annonce qui n'avait alors suscité aucunes réactions sur le territoire.